



MAIRIE Place de la Mairie
26 120 MALISSARD

Tél 04 75 85 22 00 - contact.accueil@malissard.fr

Arrêté n° 001 / 2024

Portant : réglementation temporaire de la circulation
route de la Trésorerie

Le Maire de MALISSARD,

Vu les articles L 2212-2 et L 2213-1 à L2213-4 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R 110.1, R110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25, R 411.28;
Vu les arrêtés formant le règlement général de police de la commune ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I huitième partie – signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié)
Vu la demande courriel DA du 19/12/2023 de l'entreprise **SAS OBOUSSIER TP, Quartier les Blancs, 215 chemin des Chaumettes à 26320 ST MARCEL LES VALENCE** représentée par **Anthony RIFFARD**
Vu l'intérêt général ;

Considérant qu'en raison des travaux de «*remplacement de conduites d'eau potable et reprises de branchement* » qu'il y aura lieu de fermer la circulation sur la voie communale dite **route de la Trésorerie (carrefour RD 68)**.

ARRÊTE :

Article 1 : A compter du **08 janvier 2024 et jusqu'au 19 janvier 2024 inclus**, la circulation sera fermée durant les jours d'intervention de l'entreprise.

Article 2 : Les dépassements sur l'emprise du chantier sont interdits. L'interdiction sera matérialisée par un panneau B.3

Article 3 : Pendant les travaux, aucun stationnement ne sera autorisé sur l'emprise de la zone de travaux de part et d'autre sur une longueur de minimum 100 mètres, à l'exception des véhicules affectés au chantier et aux riverains.

La mise en place et la maintenance de la signalisation est à la charge et sous la responsabilité du pétitionnaire.

Article 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur à chaque extrémité du chantier ainsi qu'en Mairie.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de GRENOBLE -2 place de Verdun-BP 1135-38022 GRENOBLE Cedex-. En application du décret n° 2018-251 du 06 avril 2018, la saisine de la juridiction pourra également se faire via l'application « Télérecours citoyens » figurant sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Malissard, le 02 janvier 2024

Le Maire, Jean-Marc VALLA